

Art. 3. - In artikel 15, tweede lid, van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 8 mei 2014, worden de woorden "de raad van bestuur" vervangen door de woorden "het comité voor de toewijzing van woningen" en worden de woorden "indien de voorkeur of de wens uitgebracht overeenkomstig artikel 12, § 1, niet is nageleefd of" opgeheven.

Art. 4. - In artikel 17, § 2, van hetzelfde besluit, vervangen bij het besluit van de Waalse Regering van 19 juli 2012, worden de woorden "van gewestelijke prioriteiten" opgeheven.

Art. 5. - In artikel 17bis van hetzelfde besluit, ingevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 19 juli 2012, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid worden de woorden "bij de zetel" vervangen door de woorden "bij één van de zetels";

2° tweede lid, ingevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 8 mei 2014, wordt vervangen als volgt:

"De aanvrager kan zijn mutatieaanvraag beperken tot één of meer gemeenten van de Duitse taalgebied."

3° het derde lid, ingevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 8 mei 2014, wordt opgeheven;

4° in het vierde lid wordt het woord "gemeenteafdelingen" vervangen door het woord "gemeenten".

Art. 6. - In artikel 35, tweede lid, van hetzelfde besluit, vervangen bij het besluit van de Waalse Regering van 8 mei 2014, worden de woorden "gemeentelijke afdelingen" vervangen door het woord "gemeenten".

Art. 7. - In artikel 60 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 19 december 2008, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° het artikel wordt aangevuld met een vierde lid, luidende :

"In afwijking van artikel 14, § 1, eerste lid, richt de maatschappij voor het jaar 2022, tussen 15 mei en 15 juni, een gewone brief of e-mail aan alle kandidaat-huurders die vóór 1 juli in aanmerking komen met het verzoek om hun kandidatuur te vernieuwen."

2° het artikel wordt aangevuld met een vijfde lid, luidende :

"In afwijking van artikel 14, § 2, bevestigt de kandidaat voor het jaar 2022 tussen 1 mei en 15 juli de aanvraag die toegelaten werd op een datum voor 1 juli, volgens de nadere regels bepaald in artikel 12, § 1."

Art. 8. - In bijlage 4 van hetzelfde besluit, vervangen bij het besluit van de Waalse Regering van 19 juli 2012 en gewijzigd bij het besluit van de Regering van 3 december 2020, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° punt A.2 wordt vervangen als volgt :

"A.2. GEMEENTEN WAAR HET GEZIN ZICH KANDIDAAT WIL STELLEN VOOR DE TOEWIJZING VAN EEN WONING

Gemeenten van het Duitse taalgebied, gerangschikt in volgorde van voorkeur : "

2° punt A.3 wordt opgeheven.

Art. 9. - Dit besluit treedt in werking op 1 mei 2022.

Art. 10. - De minister bevoegd voor Huisvesting is belast met de uitvoering van dit besluit.

Eupen, 14 april 2022.

Voor de Regering van de Duitstalige Gemeenschap,
De Minister-President,
Minister van Lokale Besturen en Financiën,
O. PAASCH
De Viceminister-President,
Minister van Gezondheid en Sociale Aangelegenheden,
Ruimtelijke Ordening en Huisvesting,
A. ANTONIADIS

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C - 2022/20832]

4 MAI 2022. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant le Code du développement territorial pour l'accueil d'urgence des demandeurs de protection temporaire

Le Gouvernement wallon,

Vu le Code du développement territorial, les articles D.IV.1, § 2, 1° et 3° ;

Vu le Code du développement territorial (partie réglementaire) ;

Vu le rapport du 11 mars 2022 établi conformément à l'article 3, 2°, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales ;

Vu l'article D.I.4, § 1^{er}, alinéa 4, du Code du développement territorial ;

Vu l'avis de l'Union des villes et communes de Wallonie, donné le 31 mars 2022 ;

Vu l'urgence motivée par la nécessité de prévoir un cadre approprié permettant le logement et l'accueil de ces personnes déplacées dans les meilleures conditions ;

Vu l'avis 71.388/4 du Conseil d'État, donné le 28 avril 2022, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 3^o, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Considérant que le 24 février 2022, les forces armées russes ont lancé une invasion à grande échelle de l'Ukraine en plusieurs points depuis la Fédération de Russie, la Biélorussie et des régions de l'Ukraine qui ne sont pas contrôlées par le gouvernement ; qu'en conséquence, des parties considérables du territoire ukrainien constituent désormais des zones de conflit armé d'où des milliers de personnes ont fui ou sont en fuite ; qu'en fonction de l'évolution du conflit et sur la base des estimations actuelles, les différents pays de l'Union européenne sont confrontés à l'arrivée d'un nombre exceptionnellement élevé de personnes déplacées en raison du conflit armé, potentiellement compris entre 2,5 et 6,5 millions de personnes ; que le Conseil de l'Union européenne a dès lors pris, le 4 mars dernier, une décision d'exécution (2022/38, J.O., 4 mars 2022, L.71/1) de la Directive 2001/55/CE du Conseil du 20 juillet 2001 relative à des normes minimales pour l'octroi d'une protection temporaire en cas d'afflux massif de personnes déplacées et à des mesures tendant à assurer un équilibre entre les efforts consentis par les États membres pour accueillir ces personnes et supporter les conséquences de cet accueil, en constatant l'existence d'un afflux massif de personnes déplacées en provenance d'Ukraine au sens de l'article 5 de la directive ;

Considérant qu'actuellement 2.000 personnes se présentent quotidiennement en Belgique pour recevoir le statut associé à la protection temporaire ; qu'au total l'on estime à brève échéance que 65.000 ukrainiens seront accueillis en Région wallonne ;

Considérant que selon l'article 13, 1, de la directive précitée, les États membres veillent à ce que les bénéficiaires de la protection temporaire aient accès à un hébergement approprié ou reçoivent, le cas échéant, les moyens de se procurer un logement ;

Considérant qu'en Région wallonne, les disponibilités actuelles en places d'accueil sont très inférieures aux chiffres prévisionnels annoncés ;

Considérant dès lors qu'il convient, en urgence, de prévoir un cadre approprié permettant le logement et l'accueil de ces personnes déplacées dans les meilleures conditions ;

Considérant qu'en l'état actuel du Code de Développement territorial, un permis d'urbanisme est requis pour un certain nombre d'actes et travaux liés à la mise en œuvre de ces structures d'accueil ; que cette situation peut être considérée comme une entrave à la recherche de biens ou de sites aptes à accueillir les réfugiés de manière immédiate ;

Considérant qu'au vu de la situation humanitaire et dans un souci de sécurité juridique, il importe donc de mettre en place dans les plus brefs délais une dispense de permis en faveur des structures d'accueil à créer ou à aménager ;

Considérant l'avis de l'Union wallonne des entreprises, donné le 28 mars 2022 ;

Considérant l'avis d'Inter-environnement Wallonie, donné le 1^{er} avril 2022 ;

Sur la proposition du Ministre de l'Aménagement du territoire ;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Dans l'article R.IV.1-1 de la partie réglementaire du Code du développement territorial, modifié en dernier lieu par l'arrêté du Gouvernement wallon du 9 septembre 2021, au point P « Constructions et installations provisoires » de la nomenclature, les modifications suivantes sont apportées :

1^o le point 10 est remplacé par ce qui suit :

Actes/travaux/ installations		Descriptions/ caractéristiques	Sont exonérés du permis d'urbanisme	Sont d'impact limité	Ne requièrent pas l'intervention obligatoire d'un architecte
	10	<p><i>Les actes et travaux visant à créer ou à aménager des structures d'accueil et leurs aménagements accessoires et complémentaires, destinées à accueillir des demandeurs de protection temporaire au sens de la directive 2001/55/CE relative à des normes minimales pour l'octroi d'une protection temporaire en cas d'afflux massif de personnes déplacées et à des mesures tendant à assurer un équilibre entre les efforts consentis par les États membres pour accueillir ces personnes et supporter les conséquences de cet accueil, aux conditions cumulatives suivantes :</i></p> <p><i>a) la structure d'accueil est réalisée à l'initiative ou par l'intermédiaire et sous la responsabilité de la Région, des provinces, des communes, des intercommunales telles que visées par le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, des régies communales et provinciales, des centres publics d'aide sociale, des fabriques d'église, de la Société wallonne du Logement, des sociétés de logement de service public, de Fedasil ou de la Croix rouge de Belgique ;</i></p>			

	<p>b) le bien n'est pas situé dans une zone protégée en application de la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature, à savoir :</p> <ul style="list-style-type: none"> i) dans un site Natura 2000 ; ii) dans une réserve naturelle ; iii) dans une réserve forestière ; iv) dans une zone humide d'intérêt biologique ; v) dans une cavité souterraine d'intérêt scientifique ; vi) ni dans un site de grand intérêt reconnu comme de grand intérêt biologique du fait qu'il héberge des espèces protégées; <p>c) le bien est situé en zone destinée à l'urbanisation à l'exclusion de la zone de dépendances d'extraction et de la zone d'enjeu régional, en zone d'aménagement communal concerté ou en zone d'aménagement communal concerté à caractère économique ;</p> <p>d) le bien a accès à une voirie d'une largeur suffisante ;</p> <p>e) le bien dispose d'un équipement, le cas échéant provisoire, pour fournir l'eau, l'électricité et l'épuration des eaux nécessaires au bon fonctionnement de la structure d'accueil ;</p> <p>f) la localisation des actes et travaux n'est pas susceptible d'accroître le risque d'accident majeur ou d'en aggraver les conséquences et le bien n'est pas exposé à un risque naturel ou à une contrainte géotechnique majeurs au sens de l'article D.IV.57, alinéa 1^{er}, 2^o et 3^o, et le bien n'a pas subi d'inondation dans les cinq dernières années ;</p> <p>g) les actes et travaux sont situés à plus de quarante mètres d'un axe de ruissellement concentré au sens de l'article R.IV.4-3, alinéa 1^{er}, 4^o. La dispense de permis est valable pour une durée de trente-six mois à dater de la décision du Conseil de l'Union européenne constatant l'existence d'un afflux massif de personnes déplacées au sens de l'article 5 de la directive 2001/55/CE du Conseil du 20 juillet 2001 relative à des normes minimales pour l'octroi d'une protection temporaire en cas d'afflux massif de personnes déplacées et à des mesures tendant à assurer un équilibre entre les efforts consentis par les États membres pour accueillir ces personnes et supporter les conséquences de cet accueil. Le bien est remis dans son état initial dans les neuf mois suivant l'expiration de la dispense, sauf si un permis définitif est délivré entretemps.</p>	x		
--	---	---	--	--

Art. 2. Le présent arrêté produit ses effets le 4 mars 2022.

Art. 3. Le Ministre qui a l'aménagement du territoire dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 4 mai 2022.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,
E. DI RUPO

Le Ministre de l'Économie, du Commerce extérieur, de la Recherche et de l'Innovation, du Numérique,
de l'Aménagement du territoire, de l'Agriculture, de l'IFAPME et des Centres de compétences,
W. BORSUS

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[C – 2022/20832]

4 MEI 2022. — Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van het Wetboek van Ruimtelijke Ontwikkeling voor de noodopvang van aanvragers van tijdelijke bescherming

De Waalse Regering,

Gelet op het Wetboek van Ruimtelijke Ontwikkeling, artikelen D.IV.1, § 2, 1° en 3°;

Gelet op het Waalse wetboek van Ruimtelijke Ontwikkeling (Reglementair deel);

Gelet op het rapport van 11 maart 2022, opgemaakt overeenkomstig artikel 3, 2°, van het decreet van 11 april 2014 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen ;

Gelet op artikel D.I.4, § 1, vierde lid, van het Wetboek van Ruimtelijke Ontwikkeling;

Gelet op het advies van de « Union des Villes et Communes de Wallonie » (Unie van Waalse steden en gemeenten), uitgebracht op 31 maart 2022;

Gelet op de dringende noodzaak om een passend kader te scheppen voor de huisvesting en opvang van deze vluchtelingen onder de best mogelijke omstandigheden;

Gelet op het advies nr. 71.388/4 van de Raad van State, gegeven op 28 april 2022, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 3°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Overwegende dat op 24 februari 2022 Russische strijdkrachten vanuit de Russische Federatie, Wit-Rusland en delen van Oekraïne die niet door de Regering worden gecontroleerd, op verschillende plaatsen een grootscheepse invasie in Oekraïne hebben gelanceerd; dat als gevolg daarvan aanzienlijke delen van het grondgebied van Oekraïne thans zones van gewapend conflict zijn waaruit duizenden mensen zijn gevlucht of op de vlucht zijn; dat, afhankelijk van de ontwikkeling van het conflict en op basis van de huidige ramingen, de verschillende landen van de Europese Unie geconfronteerd worden met de komst van een uitzonderlijk groot aantal personen die ontheemd zijn als gevolg van het gewapend conflict, mogelijk tussen 2,5 en 6,5 miljoen personen; dat de Raad van de Europese Unie daarom op 4 maart jl. een uitvoeringsbesluit heeft genomen (2022/38, J. O., 4 maart 2022, L.71/1) van Richtlijn 2001/55/EG van de Raad van 20 juli 2001 betreffende minimumnormen voor het verlenen van t[00c4][00b3]del[00c4][00b3]ke bescherming in geval van massale toestroom van ontheemden en maatregelen ter bevordering van een evenwicht tussen de inspanning van de lidstaten voor de opvang en het dragen van de consequenties van de opvang van deze personen, waarin wordt vastgesteld dat er sprake is van massale toestroom van ontheemden uit Oekraïne in de zin van artikel 5 van de richtlijn;

Overwegende dat momenteel dagelijks 2.000 mensen naar België komen om het statuut van tijdelijke bescherming te verkrijgen; dat op korte termijn naar schatting in totaal 65.000 Oekraïners in het Waalse Gewest zullen worden opgevangen;

Overwegende dat de lidstaten er volgens artikel 13, 1, van voornoemde Richtlijn zorg voor dragen dat de begunstigden van tijdelijke bescherming toegang hebben tot passende huisvesting of, indien nodig, de middelen krijgen om huisvesting te verkrijgen;

Overwegende dat in het Waalse Gewest het huidige aanbod van opvangplaatsen veel lager is dan de aangekondigde prognosecijfers;

Overwegende dat het derhalve dringend noodzakelijk is te voorzien in een passend kader voor de huisvesting en de opvang van deze vluchtelingen in de best mogelijke omstandigheden;

Overwegende dat bij de huidige stand van het Wetboek van Ruimtelijke Ontwikkeling voor een aantal handelingen en werken in verband met de uitvoering van deze opvangstructuren een stedenbouwkundige vergunning vereist is; dat deze situatie kan worden beschouwd als een belemmering bij het zoeken naar onroerend goed of terreinen die geschikt zijn voor de onmiddellijke opvang van vluchtelingen;

Overwegende dat het derhalve, gelet op de humanitaire situatie en in het belang van de rechtszekerheid, van belang is zo spoedig mogelijk een vrijstelling van vergunning in te voeren voor te creëren of te ontwikkelen opvangstructuren;

Gelet op het advies van de « Union des Villes et Communes de Wallonie » (Unie van Waalse steden en gemeenten), uitgebracht op 28 maart 2022;

Gelet op het advies van “Inter-Environnement Wallonie”, uitgebracht op 1 april 2022;
Op de voordracht van de Minister van Ruimtelijke Ordening;
Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. In artikel R.IV.1 - 1 van het reglementair deel van het Wetboek van Ruimtelijke Ontwikkeling, laatst gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 9 september 2021, in punt P « Tijdelijke bouwwerken en installaties » van de nomenclatuur, worden volgende wijzigingen ingevoerd:

1° punt 10 wordt vervangen door wat volgt :

Handelingen/ werken /installa- ties		Omschrijving/eigenschappen	Vrijgesteld worden van een steden- bouwkundige ver- gunning	Hebben een geringe impact	Vereisen de ver- plichte tussenkomst van een architect niet.
	10	<p><i>Handelingen en werken voor de totstandbrenging of de inrichting van opvangstructuren en bijbehorende aanvullende voorzieningen die bestemd zijn voor de opvang van aanvragers van tijdelijke bescherming in de zin van Richtlijn 2001/55/EG betreffende minimumnormen voor het verlenen van tijdelijke bescherming in geval van massale toestroom van ontheemden en maatregelen ter bevordering van een evenwicht tussen de inspanning van de lidstaten voor de opvang en het dragen van de consequenties van de opvang van deze personen, zulks onder de volgende cumulatieve voorwaarden :</i></p> <p>a) de opvangstructuur wordt opgericht op initiatief of door bemiddeling van en onder de verantwoordelijkheid van het Gewest, de provincies, de gemeenten, de intercommunales bedoeld in het Wetboek van de plaatselijke democratie en de decentralisatie, de gemeente- of provinciebedrijven, de openbare centra voor maatschappelijk welzijn, de kerkfabrieken, de “Société Wallonne du Logement” (Waalse Huisvestingsmaatschappij), de openbare huisvestingsmaatschappijen, Fedasil of het Belgische Rode Kruis;</p> <p>b) het onroerend goed is niet gelegen in een gebied dat beschermd is krachtens de wet van 12 juli 1973 op het natuurbehoud, namelijk :</p> <p>i) in een Natura-2000 gebied ii) in een natuurreservaat ; iii) in een bosreservaat ; iv) in een biologisch waardevol vochtig gebied ; v) in een wetenschappelijk waardevolle ondergrondse holte (vi) of in een gebied van groot belang dat erkend is als gebied van groot biologisch belang omdat het beschermde soorten herbergt;</p> <p>(c) het onroerend goed is gelegen in een voor bebouwing bestemd gebied met uitzondering van het gebied van aanhorigheden van ontginningen en van het gebied van gewestelijk belang in een gemeentelijk overleggebied of in een gebied met een economisch karakter waarvan de inrichting door de gemeente aan een overlegprocedure onderworpen is</p> <p>d) het goed heeft toegang tot een weg van voldoende breedte;</p>			

	<p>(e) de woning is uitgerust, zo nodig op tijdelijke basis, om te voorzien in water, elektriciteit en afvalwaterzuivering die nodig zijn voor de goede werking van de opvangstructuur;</p> <p>f) de plaats van de handelingen en werken kan het risico op een zwaar ongeval niet vergroten of de gevolgen ervan niet verergeren en het goed is niet blootgesteld aan een belangrijk natuurlijk risico of geotechnische belemmering in de zin van artikel D.IV.57, eerste lid, 2° en 3°, en het goed is in de laatste vijf jaar niet overstroomd geweest;</p> <p>g) de handelingen en werken zijn gelegen op meer dan veertig meter van een as van geconcentreerd afvloeiend water in de zin van artikel R.IV.4-3, eerste lid, 4°; De vergunningsvrijstelling geldt voor 36 maanden vanaf de datum van het besluit van de Raad van de Europese Unie waarbij wordt vastgesteld dat er sprake is van een massale toestroom van vluchtelingen in de zin van artikel 5 van Richtlijn 2001/55/EG betreffende minimumnormen voor het verlenen van t[00c4][00b3]del[00c4][00b3]ke bescherming in geval van massale toestroom van ontheemden en maatregelen ter bevordering van een evenwicht tussen de inspanning van de lidstaten voor de opvang en het dragen van de consequenties van de opvang van deze personen. Het onroerend goed moet binnen negen maanden na het verstrijken van de vrijstelling in de oorspronkelijke staat worden teruggebracht, tenzij in de tussentijd een definitieve vergunning wordt afgegeven.</p>	x		x
--	--	---	--	---

Art. 2. Dit besluit heeft uitwerking op 4 maart 2022.

Art. 3. De Minister van Ruimtelijke Ordening is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 4 mei 2022.

Voor de Regering:
De Minister-President,
E. DI RUPO

De Minister van Economie, Buitenlandse Handel, Onderzoek, Innovatie, Digitale Technologieën,
Ruimtelijke Ordening, Landbouw, het "IFAPME", en de Vaardigheidscentra,
W. BORSUS

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2022/202309]

6 MAI 2021. — Arrêté ministériel portant transfert de crédits entre les programmes 02, 04, 07 et 31 de la division organique 18 et le programme 01 de la division organique 34 du budget général des dépenses de la Région wallonne pour l'année budgétaire 2021

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon,

Le Ministre de l'Économie, du Commerce extérieur, de la Recherche et de l'Innovation, du Numérique, de l'Aménagement du territoire, de l'Agriculture, de l'IFAPME et des Centres de Compétence,

Vu le décret du 15 décembre 2011 portant organisation du budget, de la comptabilité et du rapportage des unités d'administration publique wallonnes, notamment l'article 26;

Vu le décret du 17 décembre 2020 contenant le budget général des dépenses de la Région wallonne pour l'année budgétaire 2021, notamment l'article 38;

Vu la circulaire du 18 janvier 2001 relative à la gestion administrative des programmes cofinancés par les Fonds européens en Région wallonne, particulièrement son point III, 2, 4^{ème} alinéa;

Considérant la nécessité de créer un nouvel article de base 35.03 au programme 07 de la division organique 18 du budget général des dépenses de la Région wallonne pour l'année budgétaire 2021 intitulé « Fonds structurels 2014-2020 - Projets Interreg relevant des compétences économie et recherche - Pays membres de l'UE »;